

Commentaire trimestriel sur les marchés

Troisième trimestre 2024

Les banques centrales en mode réduction.

- Les marchés boursiers mondiaux ont gagné du terrain au troisième trimestre, malgré des périodes de volatilité. Les marchés émergents ont surpassé leurs homologues des marchés développés. Les actions se sont redressées grâce à l'optimisme des investisseurs avant la réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale à la mi-septembre, ainsi qu'aux réductions de taux antérieures de plusieurs autres grandes banques centrales.
- Les actifs à revenu fixe mondiaux ont enregistré des gains au cours du trimestre. Les rendements des titres du Trésor américain ont sensiblement baissé sur l'ensemble de la courbe, ce qui s'est traduit par une courbe de rendement positive pour la première fois en plus de deux ans. (Les prix des obligations et les rendements évoluent de façon inverse.)
- Compte tenu des effets à court terme des premières mesures de relance aux États-Unis sur une économie déjà en bonne santé et des efforts de grande envergure déployés par la Chine pour provoquer une reprise, nous estimons que les probabilités de récession sont plus faibles et que l'environnement est favorable aux actifs à risque au quatrième trimestre.

Point de vue de SEI sur le marché canadien

Le troisième trimestre a été mouvementé, et le quatrième trimestre 2024 promet de l'être tout autant. Les banques centrales de la plupart des économies avancées se sont jointes à la Banque du Canada pour réduire les taux directeurs. L'économie canadienne a continué d'éviter la récession, alors que l'économie américaine affiche une vigueur surprenante. La Chine a finalement adopté des politiques pour tenter de revigorer son économie et son marché boursier. Enfin, le conflit en cours au Moyen-Orient s'est intensifié, entraînant à la hausse les prix de l'énergie. Dans ce contexte, des élections se profilent au Canada et aux États-Unis. Nous discuterons des résultats possibles ainsi que du marché immobilier canadien.

La Banque centrale a ouvert la voie avec ses premières réductions de taux cette année et plusieurs autres banques centrales se sont jointes à elle, l'inflation ayant continué de reculer par rapport aux niveaux élevés des dernières années. La Banque du Canada a pu continuer à abaisser son taux d'intérêt cible au troisième trimestre en raison des nouveaux progrès en matière d'inflation (ainsi qu'aux inquiétudes persistantes concernant les ménages et les consommateurs canadiens), en procédant à des réductions par paliers de 25 points de base (un point de base équivaut à 0,01 %) à trois reprises entre juillet et septembre. Les marchés s'attendent à ce que la Banque du Canada poursuive sur sa lancée conciliante jusqu'à la fin de l'année 2025.

Alors que le Canada a réalisé les progrès les plus impressionnants en matière de lutte contre l'inflation parmi les économies avancées, nous continuons de penser que l'atteinte des résultats souhaités par de nombreuses autres banques centrales en matière de taux d'inflation pourrait s'avérer difficile, en particulier aux États-Unis et peut-être aussi au Royaume-Uni. Comme l'indique le dernier numéro des Perspectives de SEI¹, nous pensons que les marchés tablent sur un nombre trop élevé de baisses de taux par la Réserve fédérale, compte tenu du contexte économique encore solide aux États-Unis. Si SEI a raison, cela pourrait présenter des difficultés pour la Banque du Canada, étant donné que les taux d'intérêt canadiens et américains ont eu tendance à se suivre de près ces dernières années. L'écart entre les taux directeurs de la Banque centrale et de la Fed est devenu relativement important par rapport aux dix dernières années. La situation ne devrait pas changer si les attentes récentes du marché s'avèrent à peu près correctes. Toutefois, si la Fed déçoit en maintenant les taux à un niveau plus élevé que prévu, l'écart de taux actuel se creusera encore davantage. Rien de tout cela n'est garanti — les prévisions actuelles du marché concernant les réductions de la Banque pourraient aussi être trop agressives — un creusement de l'écart de taux pourrait créer des défis intéressants, à la fois pour les décideurs de la Banque du Canada et pour le huard.

En plus des mesures monétaires, les élections imminentes aux États-Unis et au Canada promettent de créer une dynamique intéressante pour les politiques fiscales, commerciales et réglementaires en Amérique du Nord. Même si SEI ne recommande pas de négocier les titres en fonction des prévisions électorales, il peut être intéressant de réfléchir à la manière dont les décisions électorales et les changements politiques qui en découlent pourraient avoir un impact sur les économies, les marchés financiers et les portefeuilles, afin de se préparer émotionnellement aux risques qui se profilent à l'horizon.

¹ <https://www.seic.com/en-ca/insights/third-quarter-sei-forward>

La course présidentielle aux États-Unis a été et reste passionnante, accompagnée d'une dynamique intéressante au Congrès, et le résultat est bien trop serré pour être connu à ce stade. Sur la base des sondages et des prévisions agrégées, le résultat le moins probable semble être un balayage démocrate de la Maison-Blanche et du Congrès. Bien que la probabilité d'une victoire républicaine soit légèrement plus élevée, le résultat le plus probable à ce stade semble être une sorte de partage entre le contrôle de la Maison-Blanche et celui de l'une ou des deux chambres du Congrès (y compris la possibilité que le contrôle de la Chambre et du Sénat passe respectivement de républicain et démocrate à démocrate et républicain). Nous pensons que les marchés sont susceptibles de préférer un contrôle partagé, car il est presque certain que les propositions politiques les plus radicales du candidat présidentiel vainqueur ne seraient plus d'actualité. Pour une analyse plus approfondie de l'élection américaine, voir l'article de notre stratéguiste en chef, Jim Solloway, « L'automne sera long »².

Plus près de nous, il semble assez certain, d'après les résultats de récents sondages, que le Parti conservateur devrait prendre le contrôle du pays d'ici à octobre 2025, en fonction de la date à laquelle les élections seront convoquées ou le gouvernement actuel dissous. Quel que soit le moment où elles se produiront, les élections ne manqueront pas d'entraîner des changements significatifs dans les politiques réglementaires et fiscales.

Étant donné que les élections américaines auront lieu en premier, examinons de plus près les implications d'une victoire de l'un ou l'autre parti. La salle des marchés d'une grande banque de Wall Street a créé quatre paniers de titres — un groupe de positions longues et un groupe de positions courtes pour chaque parti — qui devraient être affectés de manière significative par les propositions politiques des candidats à la présidence.³ Du côté républicain, les industries favorablement affectées comprennent les banques et autres sociétés de services financiers, ainsi que les producteurs d'énergie et de matières premières, qui devraient tous bénéficier de la déréglementation ; les entreprises nationales exposées à la construction non résidentielle et les bénéficiaires de droits de douane figurent également du côté des positions longues. Du côté des positions courtes, les entreprises industrielles et de consommation exposées aux droits de douane devraient sous-performer, de même que les entreprises du secteur des énergies renouvelables. Les composantes les plus importantes du panier démocrate inversent le positionnement dans les secteurs de l'énergie et de la finance, tout en ajoutant une position longue dans les sociétés liées aux infrastructures. Le secteur de la santé est divisé en expositions longues aux dépenses de recherche et développement, aux dépenses liées aux droits et aux entreprises qui devraient bénéficier du maintien de la loi sur les soins abordables (*Affordable Care Act*)⁴, avec des positions courtes sur les entreprises pharmaceutiques, étant donné que les démocrates souhaitent étendre les récentes négociations sur le prix des médicaments dans le cadre du programme Medicare.

Pour le Canada, une évolution favorable de la réglementation américaine en matière d'énergie et de finance sous l'égide des républicains pourrait avoir des effets positifs, mais ceux-ci seraient probablement éclipsés par une hausse importante et généralisée des droits de douane américains, compte tenu de l'importance des exportations vers les États-Unis pour la performance économique du Canada. Par conséquent, un balayage républicain pourrait sans doute être le résultat électoral le plus risqué pour l'économie et le marché boursier canadiens. Cela dit, il est possible qu'une administration Trump se montre disposée à négocier sur le commerce (l'Accord Canada–États-Unis–Mexique actuel conclu par Trump doit déjà être renégocié en 2026), ce qui pourrait être encore plus réalisable avec un gouvernement canadien dirigé par les conservateurs.

À l'instar de nombreuses autres économies avancées, l'accessibilité des logements reste un problème pressant au Canada. Dans une analyse récente⁵, Oxford Economics a estimé qu'il faudra probablement une autre décennie et plus de quatre millions de nouveaux logements pour rééquilibrer le marché du logement. Cependant, ils ont également exprimé leur inquiétude quant au fait que le plan⁶ de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) visant à améliorer l'accessibilité en ajoutant 3,5 millions de logements supplémentaires se heurterait probablement à de graves contraintes de capacité à court terme (ce qui pourrait alimenter les pressions inflationnistes) et finirait par créer une offre excédentaire qui pourrait conduire à un effondrement prolongé du marché du logement. Cette situation ne se produirait pas sur une courte période, mais elle constituerait un revirement par rapport à la situation actuelle. Bien entendu, avec les élections qui se profilent au Canada et les sondages actuels qui indiquent un changement significatif dans le contrôle politique, la politique du logement semble susceptible de subir d'importants changements.

² <https://www.seic.com/en-ca/insights/long-autumn>

³ Les paniers « Democratic Policy Pair » et « Republican Policy Pair » de Goldman Sachs comprennent des positions longues et courtes dans divers secteurs et industries, en fonction des attentes des secteurs et industries aux États-Unis qui seraient positivement ou négativement touchés par les programmes politiques des candidats respectifs.

⁴ <https://housedocs.house.gov/energycommerce/ppacacon.pdf>

⁵ Oxford Economics Research Briefing | Canada, « Housing market will take another decade to rebalance », 30 juillet 2024.

⁶ Société canadienne d'hypothèques et de logement (2023), « Pénurie de logements au Canada, Mise à jour sur la quantité de logements nécessaire d'ici 2030 »,

<https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/cmhc/professional/housing-markets-data-and-research/housing-research/research-reports/2023/housing-shortages-canada-updating-how-much-we-need-by-2030-fr.pdf>

Vous connaissez peut-être la malédiction chinoise : « Puissiez-vous vivre à une époque intéressante ». Selon la plupart des sources Internet, il ne s'agit pas d'un dicton chinois, mais d'une invention occidentale du 20^e siècle.⁷ Premièrement, les êtres humains, souvent anxieux, semblent enclins à croire qu'ils vivent une époque particulièrement intéressante, quelle qu'elle soit. Deuxièmement, les idées reçues méritent souvent d'être réexaminées, avec des résultats parfois surprenants et déconcertants. Cependant, chez SEI, nous sommes d'avis que la sagesse populaire de la diversification des portefeuilles reste résolument vraie. Quel que soit le niveau d'intérêt ou d'anxiété de l'environnement économique, politique, géostratégique et du marché, les investisseurs seront toujours bien servis en diversifiant les sources de risque dans leurs portefeuilles.

Point de vue de SEI sur le marché mondial

Compte tenu des effets à court terme des premières mesures de relance aux États-Unis sur une économie déjà en bonne santé et des efforts de grande envergure déployés par la Chine pour provoquer une reprise, nous estimons que les probabilités de récessions sont plus faibles et que l'environnement est favorable aux actifs à risque au quatrième trimestre. Nous privilégions une participation plus large aux actions mondiales, car la performance devrait s'étendre au-delà d'une poignée de noms dans quelques secteurs d'un seul pays. Selon nous, différentes versions du thème de reflation sont possibles pour le reste de 2024, entre autres le reste du monde surpassant les États-Unis, les marchés émergents surpassant les marchés développés, les petites capitalisations surpassant les grandes, les titres de valeur dépassant ceux de croissance et la gestion active surpassant la gestion passive. Par conséquent, bien que nous restions, comme toujours, stratégiquement diversifiés parmi les sociétés rentables avec une forte dynamique des bénéfices à des prix raisonnables, nous avons particulièrement confiance dans les titres de valeur mondiaux et la gestion active dans les grandes capitalisations américaines. Les titres de valeur semblent particulièrement attrayants parce que la dispersion entre les titres bon marché et les titres onéreux a atteint des niveaux historiquement élevés. De même, nous privilégions la gestion active dans les grandes capitalisations américaines, compte tenu de l'importance inhabituelle du risque idiosyncrasique dans les stratégies passives en raison de la concentration accrue dans les valeurs mégatechnologiques à multiples élevés.

Notre opinion positive sur l'ensemble des matières premières a également été renforcée, en particulier par les efforts de relance de la Chine. La plupart des complexes devraient en bénéficier, y compris les métaux industriels et précieux, malgré la forte performance de ces derniers cette année. L'énergie mérite un nouvel examen, car la rhétorique de l'Arabie saoudite concernant l'augmentation des niveaux de production suscite des inquiétudes ; toutefois, les tensions accrues au Moyen-Orient suffisent à compenser ces inquiétudes à court.

L'un des événements marquants du troisième trimestre a été la baisse marquée des taux d'intérêt, les investisseurs ayant intégré les changements de cap des banques centrales partout dans le monde. Aux États-Unis, par exemple, le rendement du titre à 10 ans a commencé le trimestre à un peu moins de 4,50 %, atteignant un plancher de 3,62 % juste avant la réunion de septembre de la Fed. Il est intéressant de noter qu'après la *baisse* des taux d'intérêt au jour le jour par la Fed, le rendement du titre à 10 ans a *augmenté* pour clôturer le trimestre à environ 3,75 %. Cette combinaison de taux à court terme plus faibles et de taux à long plus élevés a finalement retourné l'inversion de la courbe de rendement américaine qui durait depuis deux ans. Encore plus importants, nous considérons que cette tendance montre que le marché commence à s'interroger sur les effets de la relance monétaire et de l'excès budgétaire sur les rendements à long terme. Nous sommes tout à fait d'accord. Nous constatons une pression à la hausse sur les taux à long terme aux États-Unis, même si les décideurs politiques procèdent à de nouvelles réductions des taux d'intérêt en 2024.

En parlant d'excès fiscal, il est important de mentionner les prochaines élections présidentielles américaines. Bien que les différences entre les deux principaux candidats soient flagrantes, il existe des points communs. Malheureusement, l'un d'entre eux est le manque d'intérêt pour la réduction des dépenses publiques. Comme nous l'avons déjà souligné, la dette publique a atteint un niveau tel qu'il faut s'en préoccuper. Malheureusement, la réforme des programmes sociaux reste un sujet controversé et presque impossible à aborder, ce qui devrait maintenir une pression à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme. Pour ce qui est de l'issue des élections, nous pensons que le résultat le plus probable sera un gouvernement divisé, ce qui tend à être l'issue la plus favorable pour les marchés. Nous n'adoptons pas de positions en fonction de résultats spécifiques, mais nous continuons de mettre l'accent sur des portefeuilles véritablement diversifiés, ce qui, selon nous, reste la meilleure approche pour gérer l'incertitude.

Contexte économique

Les marchés boursiers mondiaux ont gagné du terrain pendant le troisième trimestre, malgré des périodes de volatilité. Les marchés émergents ont surpassé leurs homologues des marchés développés. Les actions se sont redressées grâce à l'optimisme des investisseurs avant la réduction des taux d'intérêt de la Fed à la mi-septembre, ainsi qu'aux réductions de taux antérieures de plusieurs autres grandes banques centrales. Les actions ont également bénéficié de données économiques généralement favorables et, à la fin du trimestre, de l'annonce par la Chine de nouvelles mesures de relance économiques. L'indice S&P 500 du marché américain élargi a enregistré sa meilleure performance pour les neuf derniers mois d'une année civile depuis 1997, et sa capitalisation boursière globale a dépassé les 50 000 milliards de dollars pour la première fois.⁸

⁷ Voir, par exemple : https://en.wikipedia.org/wiki/May_you_live_in_interesting_times

⁸ Selon Bloomberg, le 30 septembre 2024

Par 11 voix contre 1, le Federal Open Market Committee (FOMC) a décidé de réduire le taux des fonds fédéraux de 50 points de base (0,50 %) pour le ramener dans une fourchette de 4,75 à 5,00 % à l'issue de sa réunion des 17 et 18 septembre. Michelle Bowman, gouverneure de la Fed, était favorable à une réduction de 25 points de base. Selon un communiqué annonçant la décision sur les taux, le FOMC « a acquis une plus grande confiance dans le fait que l'inflation se rapproche durablement de 2 %, et juge que les risques d'atteindre ses objectifs en matière d'emploi et d'inflation sont à peu près équilibrés... Le Comité serait prêt à ajuster l'orientation de la politique monétaire de manière appropriée si des risques émergeaient qui pourraient entraver la réalisation des objectifs [du FOMC] ».

Le « dot -plot » des projections économiques de la Fed indique un taux médian des fonds fédéraux de 4,4 % à la fin de 2024, en baisse par rapport à son estimation précédente de 5,1 % publiée en juin, ce qui indique que la banque centrale prévoit des réductions supplémentaires du taux des fonds fédéraux totalisant environ 50 points de base d'ici la fin de l'année. La banque centrale prévoit également que le taux de référence baissera encore de 100 points de base pour atteindre 3,4 % d'ici la fin de 2025. La Fed estime que l'inflation de base, mesurée par l'indice des prix des dépenses personnelles de consommation (PCE), terminera l'année à un taux annuel de 2,6 %, légèrement inférieur aux 2,8 % prévus par la banque centrale en mars. L'indice de base des prix des dépenses personnelles de consommation (PCE) est la mesure de l'inflation préférée de la Fed, car il exclut les prix volatils de l'énergie et des aliments.

La région du Pacifique hors Japon a été la plus performante parmi les marchés développés au troisième trimestre, avec en tête Hong Kong et Singapour. Cependant, à l'inverse d'une tendance récente, les pays nordiques ont été les moins performants, en grande partie en raison du Danemark qui a reculé au cours du trimestre. De plus, la Norvège a enregistré un rendement positif relativement plus faible. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a dominé les marchés émergents au cours du trimestre, principalement grâce à la vigueur de la Thaïlande et des Philippines. L'Europe a le plus tiré de l'arrière parmi les marchés émergents, principalement en raison de la faiblesse en Turquie et en Pologne.⁹

Vers la fin du trimestre, les autorités chinoises ont annoncé une série de nouvelles mesures de relance, qualifiées de « bazooka politique » par certains observateurs du marché, dans l'espoir de redresser la deuxième économie mondiale. Le 24 septembre, la Banque populaire de Chine, la banque centrale du pays, a annoncé des réductions des taux d'intérêt directeurs et des réserves obligatoires pour les banques (entre autres mesures), suivies le lendemain d'une baisse de 20 points de base du taux de prêt à un an.

De plus, le 26 septembre, les dirigeants politiques de la Chine, dont le président Xi Jinping, ont fait une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à soutenir l'économie chinoise sur le plan budgétaire. Au cours de la dernière semaine de septembre, les actions en Asie se sont redressées à la suite de ces nouvelles, l'indice Shanghai Shenzhen CSI 300, un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui comprend les plus grandes entreprises des marchés boursiers de Shanghai et de Shenzhen, ayant enregistré sa meilleure performance hebdomadaire depuis 2008.

Les actifs à revenu fixe mondiaux, tels que mesurés par l'indice Bloomberg Global Aggregate Bond, ont progressé de 7,0 % au cours du trimestre. Les obligations de sociétés de qualité investissement ont été les plus performantes sur le marché américain des titres à revenu fixe, suivies par les titres adossés à des créances hypothécaires, les obligations à rendement élevé et les titres du Trésor américain. Les rendements des obligations du Trésor ont sensiblement baissé sur l'ensemble de la courbe. Les rendements des bons du Trésor à 2, 3, 5 et 10 ans ont baissé par des marges correspondantes de 1,05 %, 0,94 %, 0,75 % et 0,55 %, terminant le trimestre à 3,66 %, 3,58 %, 3,58 % et 3,81 %, respectivement.¹⁰ L'écart entre les bons à 10 et 2 ans s'est élargi de -0,35 % à +0,15 % au cours du trimestre, entraînant une courbe de rendement à pente positive (dans laquelle les rendements à long terme sont plus élevés que les rendements à court terme) pour la première fois depuis plus de deux ans. Une courbe de rendement à pente positive indique généralement que l'économie devrait croître à l'avenir.

Les prix mondiaux des matières premières, mesurés par l'indice Bloomberg Commodity Total Return, ont augmenté de 0,7 % au cours du trimestre. Les prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) et Brent ont chuté de 16,4 % et 15,6 %, respectivement, sur fond de craintes que le ralentissement de l'économie chinoise n'entrave la demande de pétrole. Le prix du gaz naturel au New York Mercantile Exchange (NYMEX) a augmenté de 12,5 % au cours du trimestre, en raison d'une augmentation de la demande d'électricité produite à partir du gaz naturel, stimulée par un temps chaud dans la majeure partie des États-Unis. Le prix au comptant de l'or a augmenté de 13,7 % au cours du trimestre, car il a bénéficié de l'optimisme croissant des investisseurs avant la baisse des taux d'intérêt de la Fed en septembre, ainsi que de la faiblesse du dollar américain. (Le prix de l'or évolue généralement à l'inverse du dollar américain.) Après avoir baissé en juillet en raison de récoltes relativement abondantes (augmentation de l'offre) aux États-Unis et d'une baisse des exportations du pays, les prix du blé se sont redressés pour terminer le trimestre en hausse de 1,8 % en raison d'une augmentation de la demande.

⁹ Toutes les performances des marchés boursiers sont basées sur l'indice MSCI Monde tous pays.

¹⁰ Selon le département du Trésor des États-Unis. Au 30 septembre 2024.

Banques centrales

- La Banque du Canada a réduit son taux directeur de 0,25 % pour le porter à 4,25 % à l'issue de sa réunion du 4 septembre, déclarant que la croissance économique mondiale d'environ 2,5 % était conforme à ses attentes. Dans son communiqué de presse, la banque centrale a noté que la croissance économique était généralement forte aux États-Unis et dans la zone euro, et que l'inflation continuait de modérer. Toutefois, le ralentissement du marché du travail américain et la faiblesse de la demande intérieure et de la croissance économique en Chine ont pesé sur les résultats positifs. En fin de compte, il semble que la décision de la Banque du Canada soit due en grande partie à la modération de l'inflation intérieure à environ 2,5 %. La banque centrale a déclaré qu'elle continuerait à surveiller les pressions à la hausse exercées sur les prix par l'augmentation des coûts du logement et d'autres services, tandis que l'offre excédentaire et la baisse des prix de l'énergie exercent des pressions à la baisse sur les prix.
- Lors d'une conférence de presse qui a suivi la réunion du FOMC le 18 septembre, le président de la Fed, M. Powell, a indiqué que la banque centrale ne ressentait pas l'urgence d'aller de l'avant avec des réductions de taux d'intérêt plus agressives. « Il n'y a rien dans le [dot plot] qui suggère que le FOMC doit agir vite », a-t-il déclaré. M. Powell a ajouté que la Fed « agit à un rythme que nous jugeons approprié ». Il a également déclaré que la banque centrale était « déterminée à maintenir la vigueur de notre économie. Cette décision reflète notre confiance croissante dans le fait qu'avec un recalibrage approprié de notre politique, la vigueur du marché de l'emploi peut être maintenue ». Lorsqu'on lui a demandé si la réduction plus importante des taux était un effort de la banque centrale pour compenser le fait qu'elle n'avait pas assoupli sa politique monétaire plus tôt, M. Powell a répondu : « Nous ne pensons pas être en retard. Nous pensons que la réduction est en temps opportun, mais vous pouvez considérer cela comme un signe de notre engagement à ne pas être à la traîne. »
- Lors de sa réunion du 19 septembre, la Banque d'Angleterre a maintenu le taux d'escompte à 5,00 %. Un membre du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a voté en faveur d'une réduction du taux d'intérêt de référence de 25 points de base (0,25 %) à 4,75 %. Dans son annonce de la décision de taux, le Comité a commenté : « En l'absence de changements significatifs, une approche graduelle de la suppression des restrictions politiques reste appropriée. La politique monétaire devra rester restrictive suffisamment longtemps pour que les risques d'un retour durable de l'inflation vers l'objectif de 2 % à moyen terme se soient encore dissipés. Le Comité continue de suivre de près les risques de persistance de l'inflation et décidera à chaque réunion du degré approprié de restriction de la politique monétaire ».
- Pour la deuxième fois au cours de ses trois dernières réunions, la BCE a réduit son taux d'intérêt de référence de 0,25 %, à 4,00 %, le 12 septembre. La BCE avait réduit son taux de référence de 0,25 % au début du mois de juin, sa première réduction depuis 2019. Dans un communiqué annonçant la décision sur les taux, le Conseil des gouverneurs de la BCE a noté que « Sur la base de son évaluation actualisée des perspectives d'inflation, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire, il est aujourd'hui opportun de faire un nouveau pas dans la réduction du caractère restrictif de la politique monétaire. » La banque centrale prévoit que l'économie de la zone euro connaîtra une croissance de 0,8 % en 2024, soit une légère baisse par rapport à son estimation précédente de 0,9 %, en raison « d'une contribution plus faible de la demande intérieure au cours des prochains trimestres ».
- La Banque du Japon a laissé son taux d'intérêt de référence inchangé à 0,25 % à l'issue de sa réunion des 19 et 20 septembre. Dans un communiqué annonçant la décision sur les taux, la Banque du Japon a déclaré : « L'économie japonaise devrait continuer à croître à un rythme supérieur à son taux de croissance potentiel, les économies d'outre-mer continuant à croître modérément et le cycle vertueux des revenus aux dépenses s'intensifiant progressivement dans le contexte de facteurs tels que des conditions financières accommodantes ». La banque centrale s'attend à ce que l'inflation augmente progressivement et que « les prévisions d'inflation à moyen et à long terme augmentent avec un cycle vertueux entre les salaires et les prix qui continue à s'intensifier. » Lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion, le gouverneur de la banque centrale, Kazuo Ueda, a souligné qu'il existait une certaine incertitude quant à la capacité de l'économie américaine à réaliser un atterrissage en douceur ; par conséquent, la banque centrale doit prendre plus de temps pour déterminer si d'autres hausses de taux d'intérêt sont nécessaires. « Les perspectives de développement économique à l'étranger sont très incertaines. Les marchés restent instables. Nous devons examiner attentivement ces développements pour le moment », a-t-il déclaré.

Données économiques (à moins d'indications contraires, données provenant de Bloomberg)

- Selon Statistique Canada, les prix à la consommation (mesurés par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) ont reculé de 0,2 % en août, les prix du transport aérien, de l'essence, des vêtements et des voyages organisés ayant diminué. L'augmentation de 2,0 % d'une année sur l'autre est la plus faible augmentation annuelle des prix depuis février 2021, les pressions sur les prix de l'essence s'étant atténuées. Les prix à la production ont été faibles en août, l'indice des prix des produits industriels (IPPI) ayant baissé de 0,8 % et l'indice des prix des matières premières (IPMB) de 3,1 %. En glissement annuel, les prix ont augmenté de 0,2 % et diminué de 1,8 %, respectivement, pour l'IPPI et l'IPMB. Au cours de l'année écoulée, les gains ont été concentrés dans les métaux, tandis que l'énergie et les produits pétroliers ont été plus faibles.
- Le département du Travail a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC) avait augmenté de 0,2 % en août, ce qui correspond à la hausse enregistrée en juillet. La progression de l'indice de 2,5 % en glissement annuel est inférieure à la hausse annuelle de 2,9 % enregistrée en juillet et représente la plus faible augmentation annuelle depuis février 2021. Les coûts du logement ont augmenté de 0,5 % et de 5,2 % en août et d'une année à l'autre, respectivement. Les transports ont augmenté de 0,9 % au cours du mois et de 7,9 % par rapport à la même période en 2023. À l'inverse, les prix du mazout ont diminué de 1,9 % pour le mois et de 12,1 % en glissement annuel, tandis que les prix de l'essence ont baissé de 0,6 % et de 10,3 % pour les périodes respectives. La hausse de 3,2 % sur 12 mois de l'inflation de base en août, mesurée par l'IPC pour tous les articles à l'exception des produits alimentaires et de l'énergie, est restée inchangée par rapport à la hausse annuelle de juillet, qui était la plus faible hausse en glissement annuel depuis avril 2021. Selon la troisième estimation du département du Commerce, le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis a augmenté à un taux annualisé de 3,0 % au deuxième trimestre 2024, ce qui représente un changement par rapport à la deuxième estimation du gouvernement et plus du double de la hausse de 1,6 % enregistrée au premier trimestre de l'année. Les investissements privés dans les stocks (une mesure des changements de valeur des stocks d'une période à l'autre) et les investissements fixes non résidentiels (achats de structures non résidentielles, d'équipements et de logiciels) ont le plus contribué à la croissance du PIB au deuxième trimestre. Les importations, qui sont déduites du PIB, ont augmenté au cours du trimestre.
- L'Office des statistiques nationales (ONS) a indiqué que l'inflation au Royaume-Uni, mesurée par l'IPC, a augmenté de 0,3 % en août, après une baisse de 0,2 % en juillet. L'IPC a augmenté à un taux annuel de 2,2 %, ce qui correspond à la hausse sur 12 mois du mois précédent. L'alcool et le tabac, ainsi que les soins de santé ont le plus contribué à la hausse de l'inflation d'une année sur l'autre, et ont plus que compensé les baisses des coûts du logement et des services aux ménages, ainsi que du mobilier et des articles ménagers. L'inflation de base, qui exclut les prix volatils des denrées alimentaires, a augmenté de 3,6 % en rythme annuel en août, contre 3,3 % en juin.¹¹ Selon la deuxième estimation de l'ONS, le PIB du Royaume-Uni a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre, ce qui est légèrement inférieur à l'estimation initiale du gouvernement (0,6 %) et au taux de croissance de 0,7 % enregistré au premier trimestre de cette année. La production dans le secteur des services a augmenté de 0,6 % au cours de la période de trois mois, tandis que la production et la construction ont baissé respectivement de 0,3 % et de 0,2 %.¹²
- Eurostat a estimé le taux d'inflation de la zone euro à 1,8 % pour la période de 12 mois se terminant en septembre, en baisse par rapport à la hausse annuelle de 2,2 % enregistrée en août. Les coûts dans le secteur des services ont augmenté de 4,0 % au cours de la période, en légère baisse par rapport à la hausse annuelle de 4,1 % enregistrée en août. Les prix des produits alimentaires, de l'alcool et du tabac ont augmenté de 2,4 % d'une année sur l'autre en août, soit un taux légèrement supérieur au taux annuel de 2,3 % enregistré le mois précédent. Les prix des biens industriels non énergétiques ont augmenté de 0,4 % au cours des 12 mois précédents, sans changement par rapport à la hausse annuelle d'août, tandis que les prix de l'énergie ont chuté de 6,0 % après une baisse de 3,0 % d'une année sur l'autre en août. L'inflation de base, qui exclut les prix volatils de l'énergie et des denrées alimentaires, a augmenté à un taux annuel de 2,7 % en septembre, légèrement inférieur à la hausse de 2,8 % en glissement annuel du mois précédent.¹³ Eurostat a également indiqué que le PIB de la zone euro a augmenté de 0,2 % au deuxième trimestre 2024, soit une légère baisse par rapport à la hausse de 0,3 % enregistrée au premier trimestre, et a progressé de 0,6 % d'une année sur l'autre. Les économies de l'Islande et de la Norvège ont été les plus performantes au deuxième trimestre, avec une croissance de 1,7 % et 1,4 %, respectivement. En revanche, le PIB de l'Irlande et de la Lettonie a baissé de 1,0 % et 0,9 % au cours du trimestre.¹⁴

¹¹ Selon l'ONS, au 18 septembre 2024.

¹² Selon l'ONS, au 30 septembre 2024.

¹³ Selon Eurostat, au 1^{er} octobre 2024.

¹⁴ Selon Eurostat, au 6 septembre 2024.

Données indicielles (troisième trimestre 2024)

- L'indice composé S&P/TSX a grimpé de 10,54 %.
- L'indice obligataire global universel Canada FTSE TMX a gagné 4,66 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a produit 4,54 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a enregistré une hausse de 5,26 %.
- L'indice ICE BofAML U.S. High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 4,99 % (couvert) et 3,94 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a augmenté, passant de 12,44 à 16,73, après avoir atteint plus de 38 au début d'août.
- Les cours du pétrole brut WTI à Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont chuté, passant de 81,54 \$ US à 68,17 \$ US le baril à la fin du trimestre.
- Le dollar canadien s'est raffermi à 1,35 \$ CA par dollar américain. Le dollar américain s'est généralement affaibli contre les principales devises mondiales. Il a terminé septembre à 1,12 \$ US contre l'euro, à 1,34 \$ US contre la livre sterling et à 143,04 yens.

Renseignements importants

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company, est le gestionnaire des fonds de placement et le gestionnaire de portefeuille des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Les déclarations qui ne sont pas de nature factuelle, dont les opinions, les projections et les estimations, supposent certaines conditions économiques et évolutions des secteurs, et ne constituent que des opinions actuelles qui peuvent être modifiées sans préavis. Rien dans le présent document n'est destiné à être une prévision d'événement futur ni une garantie de résultats futurs.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes ou autres sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, Société de placements SEI Canada ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis. Les sources comprennent Bloomberg, FactSet, MorningStar, la Banque du Canada, la Réserve fédérale, Statistique Canada et BlackRock. Toutes les données sont au 31 mars 2024 et en dollars américains à moins d'indications contraires.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques spécifiques. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement. Les rendements passés ne sont pas garants des rendements futurs.

Des commissions, frais de courtage, frais de gestion et autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leurs valeurs fluctuent fréquemment et leurs rendements passés pourraient ne pas se reproduire.